
Date: 10.09.2013

LE TEMPS

Fribourg maintient un plan d'économies très controversé

> Finances publiques

Le Conseil d'Etat veut économiser 416 millions sur trois ans

> La droite doit défendre ce projet en pleine campagne électorale

Magalie Goumaz

Augmentation de l'impôt sur les véhicules à moteur, augmentation de la taxe prélevée sur le commerce des boissons alcooliques, augmentation du prix d'entrée du Musée d'art et d'histoire, augmentation de l'impôt sur les chiens, augmentation de la participation aux frais de repas et d'hébergement dans les institutions spécialisées, etc., etc. Plus que des mesures structurelles et d'économies, c'est un inventaire à la Prévert que le Conseil d'Etat fribourgeois a présenté lundi pour équilibrer ses futurs budgets.

C'est que le canton doit relever un défi de taille. Alors qu'il connaît la plus forte croissance démographique du pays, il doit investir dans les infrastructures. Or, ses charges ne cessent d'augmenter et ses revenus de baisser. L'an dernier déjà, il a dû grignoter dans sa fortune s'élevant à près de 1 milliard de francs pour boucler le budget 2013.

Ce programme d'économies devrait améliorer la situation financière de l'Etat de 415,6 millions entre 2014 et 2016. Il contient des mesures sur la masse salariale et d'ordre organisationnel, des aug-

mentations de revenus et des diminutions de subventions. Concernant la masse salariale, les efforts demandés au personnel de l'Etat ont été édulcorés par rapport au projet initial. Après une manifestation qui a rassemblé près de 5000 fonctionnaires en juin, le Conseil d'Etat a déjà annoncé en août qu'il renonçait à une baisse de salaire de 0,9% au profit d'une «contribution de solidarité» à l'impact moindre. N'empêche que, selon les calculs de la Fédération des associations du personnel du service public du canton de Fribourg (FEDE), le sacrifice financier consenti par le personnel sera tout de même de 72,5 millions, soit environ 24 millions par an.

«Une foule de mesures concernant le social et la culture ne sont pas acceptables»

Révéléateur d'un souci de «symétrie des sacrifices», l'administration cantonale ne pourra pas créer plus de sept nouveaux postes par année, soit un par direction. Conseiller d'Etat en charge des Finances, le PDC Georges Godel a aussi sorti sa calculatrice pour mesurer la part des nouveaux revenus qui seront directement à la charge de l'ensemble des contribuables: 60 millions. Mais c'est compter sans la quantité de mesures visant à réduire les subventions, et qui touchent plus particulièrement le domaine social et culturel. Quant à l'enseignement, un groupe de travail a été constitué et fera des propositions d'ici au mois d'octobre.

Le projet est maintenant entre les mains du Grand Conseil. Présidente du Conseil d'Etat, Anne-Claude Demierre a assuré qu'il a été élaboré dans un «esprit constructif» mais, en pleine campagne pour l'élection complémentaire au Conseil d'Etat, les partis ont sorti leurs couteaux. Pour la droite, qui tient à conserver sa majorité en présentant Jean-Pierre Siggen, directeur de l'Union patronale du canton de Fribourg, il est juste d'intervenir. «On ne peut jamais être satisfait d'un programme d'économies, relève Eric Menoud, président du PDC, mais il faut saluer cette gestion rigoureuse des deniers publics et le courage du Conseil d'Etat, qui prend des mesures qui ne sont pas populaires.» Et de souligner que tant le PDC que Jean-Pierre Siggen étaient contre la baisse de 0,9% des salaires des employés de l'Etat. «Nous l'avons clairement dit et une solution a été trouvée, que la FEDE a acceptée», relève Eric Menoud.

En faisant cette concession en cours de route, la majorité de droite du Conseil d'Etat s'est probablement évité une seconde manifestation dans les rues de Fribourg, à quelques jours de l'élection complémentaire. Mais dans sa tentative de faire basculer le gouvernement à gauche en présentant le conseiller national Jean-François Steiert, le Parti socialiste a d'autres arguments dans sa poche. «On ne peut pas laisser le Conseil d'Etat poursuivre cette œuvre. Car les salaires du personnel, c'est une chose mais, à côté, il y a une foule de mesures concernant le social et la culture qui ne sont pas acceptables», lance

Benoît Piller, le président du PS. Chef du groupe socialiste au Grand Conseil, Pierre Mauron critique pour sa part le manque de vision à long terme et de priorités. Et il est amer: «Ces dernières années, la droite a offert des allègements fiscaux pour près de

150 millions par an, le montant qui manque actuellement.» Reste que la gauche se rend également compte que proposer de nouveaux impôts à la place du programme actuel d'économies n'est pas très populaire non plus.